

**A QUOI SERT L'OPPOSITION POLITIQUE ?**  
 DÉMOCRATIQUEMENT ÉLUS, LES BATTUS ONT LE SENTIMENT DE PESER D'UN POIDS RIDICULE DANS LES DÉCISIONS PRISES PAR LA MAJORITÉ. A LA MAIRIE, AU CONSEIL GÉNÉRAL OU AU CONSEIL RÉGIONAL, LES REPRÉSENTANTS DE L'OPPOSITION SOUHAITERAIENT UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DE LEUR RÔLE. IL LEUR FAUDRA ÊTRE PATIENTS. OU GAGNER LES PROCHAINES ÉLECTIONS...

# LA QUÊTE DE RECONNAISSANCE DES MINORITÉS

Il y a le grand principe, magnifiquement déclamé lors des discours de politique générale puis la réalité. Le grand principe clame haut et fort que la majorité victorieuse travaillera de façon constructive avec son opposition. La réalité, elle,

que le maire essaie d'entendre ce qu'on lui dit, même s'il ne va pas au-delà. On suppose qu'il a toujours l'intention de placer l'incinérateur aux Ayyalades", affirme Boulay. Pour être sûr de faire mouche, l'opposition doit s'appuyer sur un front associatif actif et attentif. Lorsque la jonction se fait

jeudi 4 octobre, il aura autour de lui Christophe Masse, Sylvie Andrieux, Michel Pezet et René Olmeta. Chacun défendra un sujet sur lequel il a particulièrement bûché. "Gaudin a fait du conseil municipal une majorité de combat car c'est la seule tribune politique dont dispose la droite", tonne Mennucci. "Son seul objectif, c'est de liquider la gauche", assure-t-il. Le maire ferait même des misères au PS. "J'ai 1 MF pour organiser mon équipe, je n'ai droit pour l'heure qu'à 800 000 francs, on refuse de me donner le reste, je défère donc devant le tribunal administratif". Mennucci cite en exemple le travail constructif réalisé à Lyon entre l'ancien maire Raymond Barre (UDF) et l'actuel Gérard Collomb (PS). "Les deux hommes se voyaient régulièrement et tentaient de dégager une analyse commune de chaque dossier", assure-t-il.

## L'AVANT ET L'APRÈS DE GUÉRINI

Dans un contexte inversé, avec une gauche au pouvoir et une droite dans l'opposition, le Conseil général présente un profil de gestion de l'opposition différent. "Même lorsque nous appartenons à l'opposition, nous sortons d'une élection où nous avons gagné. Nous ne sommes pas dans la peau de battus", assure Bruno Genzana (DL), président de l'intergroupe des "droites". La droite entend bien mettre un terme en 2004 à "55 ans de socialisme". "Les cantons de gauche sont mieux desservis que ceux de droite, c'est une évidence. le cabinet a même mis en place une cellule de crise pour éviter la débandade en 2004", explique Genzana. Les rapports entre Jean-Noël Guérini (PS), président du Conseil général, et son opposition se sont durcis après les élections municipales. Ce surplus de tension est le résultat du bras de fer entamé par Jean-Claude Gaudin (DL), maire de Marseille, et Jean-Noël Guérini à l'orée d'une année poli-

oreille attentive au discours de l'opposition. Elle s'en éloigne aussi souvent, au point de caricaturer le débat et de laisser libre cours à l'unilatéralisme d'une coalition politique. La confrontation tourne souvent à la foire d'empoigne, au cirque des déclarations. Robert Vigouroux (DVG) dénigrait son opposition, Jean-Claude Gaudin (DL) en prend le chemin. Les opposants ont-ils le sentiment de servir à quelque chose ? Comment exister lorsque vous êtes porteur d'un projet de société que la majorité des électeurs a rejeté ? Frédéric Dutoit (PC), maire du huitième secteur de Marseille, est convaincu qu'une opposition intelligente est toujours féconde.

"Le fait que Guy Hermier ait porté aussi haut les quartiers nord a certainement eu des conséquences sur la perception que le maire en a aujourd'hui", assure-t-il. Le jour des obsèques de l'ancien député, Jean-Claude Gaudin avait d'ailleurs rendu hommage au grand opposant que fut Hermier. Laissant entendre que, depuis son effacement pour cause de maladie, la confrontation avait chuté en qualité. "Guy et moi, nous étions opposés politiquement à Gaudin. Mais je crois qu'il a mesuré depuis l'importance des quartiers nord et que nous n'y sommes pas étrangers", poursuit Dutoit. "Je suis



Philippe Sanmarco (PS) sait qu'il a perdu. Il n'entend pas pour autant rester muet. Photo : Vincent Beuame

opposant parce que les Marseillais n'ont pas souhaité que je sois dans la majorité. Il ne faut jamais oublier ça", enchaîne Philippe Sanmarco (PS), conseiller municipal de Marseille (voir ci-dessous). Lors d'une conférence de presse, il a donné quitus au maire sur le dossier de la mosquée et sur sa gestion de l'après 11 septembre. Il est en revanche sans concession sur le logement social, notamment en centre-ville. "Mon gros souci, c'est

la Communauté urbaine. Nous allons prochainement voter le budget. Et je ne vois pas comment nous allons nous opposer sur certains dossiers au conseil municipal avant de les voter à la Communauté urbaine", confie Sanmarco. Certaines saynètes de cette tragi-comédie ont déjà eu lieu avant l'été sur des dossiers liés à la circulation. "Il me manque une base d'entente avec mon électorat. Je ne peux pas avoir de double discours". Pour les Verts, qui découvrent les

charmes de l'opposition, le constat le plus désagréable est celui de l'absence de moyens. "C'est le principe : moins l'as d'élus, moins l'as de moyens", se désespère Joëlle Boulay (Verts), conseillère municipale. Pour pouvoir constituer un groupe, les Verts ont même fait une (cinquième) place à Marie-Françoise Favre (MDC). Du Vert avec du MDC, l'attelage ne manque pas de singularité... "Sur l'incinérateur, le traitement des déchets, je crois

poussée des associations nous rend le travail plus facile", confirme Annick Boët (PC), conseillère municipale de Marseille. "Sur 90 % des rapports, nous votons avec le maire. Sur la villa Médicis, nous n'avons pas compris le changement de cap de l'Etat et nous nous sommes rangés derrière le maire. Mais, sous son aspect bonhomme et libéral, l'aménagement urbanistique de Marseille est la vraie préoccupation de Gaudin", prolonge-t-elle. Elle n'a pas apprécié que les places dans les conseils d'administration des structures paramunicipales soient ramenées à la portion congrue. "Le maire dit que le Conseil général

### La crispation des rapports entre Gaudin et Guérini a durci les relations avec l'opposition au sein du Conseil général

agit de la sorte. C'est quand même moins flagrant. C'est dommage car il s'agit d'une façon de mieux suivre les dossiers de l'intérieur". Mais le principal opposant du maire, c'est le président du groupe socialiste. Patrick Mennucci (PS) aime la joute verbale, ne recule pas devant les prises de bec. Il a décidé de rencontrer la presse avant chaque séance du conseil municipal, comme le fait le secrétaire général de mairie, Jean-Claude Gondard. Ce

Genzana au lendemain des municipales. "J'ai simplement dit que les municipales avaient démontré que ce département penchait plus à droite qu'à gauche. En aucun cas, j'ai mis en cause la légitimité du président Guérini", assure Genzana. Il lui adresse même un bon point : "Il a mis en place, à la suite de la commission permanente chargée d'étudier les dossiers débattus en séance plénière, une réunion des présidents de groupe qui offre la possibilité de certains arbitrages". Robert Assante (DL) localise la même ligne de fracture : "Il y a eu deux Guérini. Celui des trois

premières années de sa présidence, faites de consensus et de convivialité. Puis celui de l'après-municipale. J'essaie de comprendre ce qui s'est passé. A-t-il des problèmes avec son parti ?", relève avec ruse le conseiller général. Richard Miron (DL), tout nouveau, est convaincu qu'un élu tire sa légitimité du travail qu'il réalise et "non du financement des associations qui se trouvent dans ses cantons". "J'ai les moyens de bosser, rebondit Didier Réault (DL), mais il est clair que les dossiers avancent plus lentement dans les cantons de droite que de gauche. Il est vrai que les territoires sont très personnalisés, ce qui n'est pas le cas à la ville de Marseille". Deux mois après son élection, Maurice Di Nocera (UDF) ➔

→ paraissait heureux de son sort dans les colonnes de *La Provence* : "Au départ, j'étais un peu stressé. Imaginez, je venais de prendre le pain d'un élu de gauche dans une assemblée de gauche. Mais, très rapidement, j'ai pris mes marques. Je connais la plupart des conseillers de la majorité et de l'opposition. Guérini, je l'ai vu démarer". Et de conclure : "Le Conseil général a l'air de vouloir donner aux élus les moyens de travailler, y compris à ceux de l'opposition". Lorsqu'elles sont élues, les majorités essaient d'appliquer le programme choisi par les électeurs. Pas celui de l'opposition. "Un collègue ne sera jamais de gauche ou de droite. En revanche, sur le RMI ou le logement social, les différences existent", explique Richard Miron. "La gauche et la droite, ce n'est pas la même chose", conclut-il. Par la qualité de son interpellation du pouvoir en place, l'opposition construit sa légitimité. ■ Stéphane Menu

# Sanmarco, opposant à lui tout seul

## Le conseiller municipal socialiste marseillais a prévu d'expédier régulièrement à ses électeurs un bulletin de notes de Gaudin. Sans en alerter les responsables locaux de son parti, pour lesquels il éprouve peu de considération...

**D**ans la catégorie des opposants, il fait figure de poids lourd. Opposé en premier lieu à certains aspects de la politique de Jean-Claude Gaudin qu'il juge avec sévérité. Mais opposé aussi à son propre parti. "Le parti socialiste, pour moi, ce n'est pas les Bouches-du-Rhône", lâche-t-il bien volontiers. L'homme qui remet la maison

Defferre en ordre lorsqu'il fut secrétaire général de la mairie additionne aujourd'hui les inimitiés les plus farouches. A tel point que des rumeurs estivales, diffusées par ceux qui ont intérêt à brouiller sa démarche politique, lui ont prêté des épousailles chevènementistes. Tahar Rahmani, conseiller municipal PS et fidèle soutien de Sanmarco, était lui, toujours selon la rumeur, sur le point de rejoindre le clan Gaudin, dans le prolongement de son attitude conciliante et constructive sur le dossier de la grande mosquée. Bruits grotesques sans fondement. Lorsqu'on rappelle à Sanmarco que les conseillers municipaux socialistes lui ont préféré Patrick Mennucci comme président de groupe, il sourit nerveusement : "Si on ne veut pas de moi, je reste chez moi". Discipliné au cours de la campagne des municipales, auteur d'un programme bien ficelé mais peu utilisé par les têtes de liste des secteurs, Sanmarco a décidé de ne pas rester les bras croisés. Avec Rahmani, il a jeté les bases d'une convention citoyenne appelée à suivre de près l'ensemble des dossiers de la ville. Régulièrement, la presse est

conviée à venir recueillir la parole critique de Sanmarco. C'est ce qu'il fit mercredi dernier. "Un opposant est là pour faire du harcèlement, pas pour laisser la municipalité libre de ses mouvements". Sanmarco a préféré donner quelques bons points à l'élève Gaudin. Sur les attentats, le conseiller municipal socialiste considère que le maire "a été vigilant et attentif, favorisant dans la ville un bon climat. Je trouve d'ailleurs le maire plus décontracté, comme si sa réélection l'avait rassuré. Je sens qu'il intègre bien la diversité de la population marseillaise". Dans la continuité, le dossier de la grande mosquée lui paraît tout autant bien géré. "La présence de Tahar Rahmani est d'ailleurs importante pour le maire". Dernier point : Sanmarco défend "l'héritage majeur" du bataillon des Marins Pompiers. C'est là le dernier point de convergence avec le maire. Les reproches se font d'abord mezza voce. "La mairie a regretté que la Villa Médicis ne se fasse pas chez nous. Je ne suis pas d'accord pour que tous les grands projets dans cette ville se fasse obligatoirement avec l'Etat. Michel Vauzelle, président de la Région,

a dans ses cartons un projet de villa Médicis à vocation méditerranéenne. J'invite Jean-Claude Gaudin à rentrer directement en contact avec lui". Un autre projet est dans l'air, celui d'un musée national de l'immigration. Tahar Rahmani a été consulté. Jean-Michel Guénod, directeur d'Euroméditerranée, aussi. Ce dernier soutiendrait la démarche dans le cadre de la requalification urbaine du triangle Joliette, Belle-de-Mai et Saint-Charles. Dans ce même périmètre, Sanmarco verrait d'un bon œil l'installation du secrétariat chargé de la gestion des accords euroméditerranéens, qui a été envisagé. "Ça donnerait un surplus d'euroméditerranéité au projet. C'est au maire de faire preuve de volontarisme sur ces dossiers". Il en cite un petit dernier pour la route : "Le centre de formation à la coopération et au développement, qui a été validé par le dernier comité interministériel d'aménagement du territoire, doit être aussi une opportunité à saisir pour Marseille". Bref, Sanmarco trouve Gaudin trop timide sur certains dossiers. Le ton est tout aussi réprobateur sur la sécurité. Certes, le maire

a des pouvoirs limités. Mais je trouve consternant qu'il ne préside pas le Contrat local de sécurité sur un sujet qui semble pourtant constituer une priorité". Enfin, dans le domaine des cartons rouges, Sanmarco fonce tête baissée : "Dans le logement en centre-ville, il faut arrêter d'être complice des marchands de sommeil". Sanmarco accuse les lenteurs dans la mise en place du Grand Projet de Ville (GPV). "Le syndicat mixte n'est pas en place, c'est tout de même un milliard de francs pour les quartiers nord qui ne peuvent pas être utilisés". Dans le domaine des transports en commun et de la pollution, "on demande aux gens de s'adapter au mal". Sans oublier la politique du logement social, "qui a complètement été abandonnée". Sanmarco ne se rend pas aux réunions de son groupe. Quand il a quelque chose à dire, "je lève le doigt et je m'exprime". Ce jeudi, Patrick Mennucci, président du groupe socialiste à la mairie de Marseille, et Guy Bono, premier secrétaire fédéral du PS, auront l'occasion de lui répondre au cours d'une conférence de presse. S'ils le souhaitent... ■ S.M

## Les contraintes de la relativité

Au Conseil régional, tout est relatif. Comme la majorité. Bernard Deflesselles (DL), président de groupe, considère que le président Michel Vauzelle (PS) n'arrive pas à la cheville de son prédécesseur Jean-Claude Gaudin (DL) en terme de gestion de cette "relativité". Ceci dit, ce fragile équilibre impose des échanges permanents avec l'opposition. "La droite ne peut pas s'amuser à bloquer l'institution, ce serait un mauvais calcul", assure Patrick Mennucci (PS), vice-président du Conseil régional. René Beaupoil, le nouveau directeur de cabinet du président, découvre "les vertus cher payées" de la majorité relative. "Cette expérience me conforte dans l'idée qu'il est important que se dégage une majorité normale. La majorité relative limite de fait la capacité d'initiative politique. Si nous étions dans un cadre plus clair, nous aurons pu exprimer plus facilement notre vision de la réalité régionale". Vivement donc 2004 où le nouveau mode de désignation des élus séparerait mieux vainqueurs et battus...